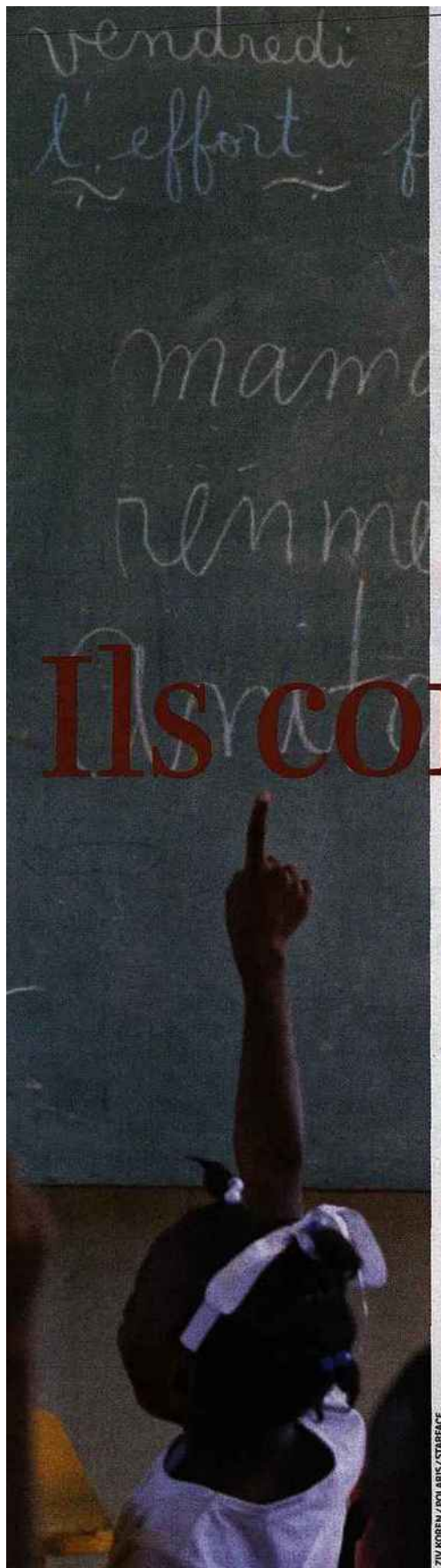


Un professeur explique à ses élèves les mesures d'hygiène à prendre pour éviter le choléra, dans une école à Port-au-Prince, en Haïti.



Dominique se consacre aux écoliers en Haïti, Peng Gao-feng, en Chine, lutte contre le trafic d'enfants, Jean-Marc, en France, met en œuvre une économie à échelle humaine, Tarsicio défend la forêt amazonienne du Brésil, Monia, en Tunisie, se bat pour la cause des femmes. Chacun à sa manière, soulève des montagnes pour améliorer le sort de son prochain et faire progresser les droits de l'homme. **Pour entamer la nouvelle année, Pèlerin a choisi de présenter ces cinq héros du quotidien.**

Ils construisent 2012

Dominique Hudicourt DIRECTRICE DE LA FONDATION TIPA TIPA **En Haïti, pour l'éducation des tout-petits**



ZIV KOREN / POLARIS / STARFACE

DEPUIS SON QUARTIER du Canapé-Vert, à Port-au-Prince, Dominique Hudicourt se bat pour l'accès de tous à une éducation de qualité. « Rien ne changera en Haïti si on ne commence pas par s'occuper des enfants, surtout avant 6 ans, là où

tout se joue », plaide cette Haïtienne de 51 ans. Mère de deux filles de 20 et 22 ans, cette ancienne professeure d'art graphique a ensuite dirigé, durant dix ans, une école maternelle. Passionnée de pédagogie, issue d'une famille comptant de nombreuses éducatrices, l'institutrice s'est peu à peu investie dans la formation des enseignants : depuis 2004, elle est à la tête

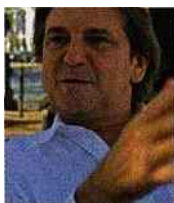
Son mari s'est fait élire à l'Assemblée sur une liste progressiste. Elle préfère « défendre les mêmes valeurs, mais auprès de la société civile ». L'avocate est inquiète de la victoire des islamistes aux élections mais analyse lucidement l'échec des progressistes : « Ces derniers voulaient défendre la laïcité et les gens ont cru à une défense de l'athéisme. » À la tête de l'Association des femmes juristes qu'elle vient de fonder, Monia El Abed va travailler, en 2012, à lever ce malentendu en créant des antennes juridiques, en organisant des ateliers dans les régions « afin d'expliquer aux femmes leurs droits familiaux et civiques sans heurter leur sensibilité religieuse ». Ce travail de terrain ne l'empêchera pas de militer pour la parité en politique et la consolidation du statut personnel « avant-gardiste » des Tunisiennes. Face aux discours réactionnaires de certains islamistes sur la polygamie ou l'adoption d'enfants, Monia El Abed reste confiante : « Nous avons le devoir citoyen et national de prendre en main notre avenir ! » ●

SOPHIE LAURANT

Jean-Marc Borello

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU GROUPE SOS

En France, créer des emplois malgré la crise



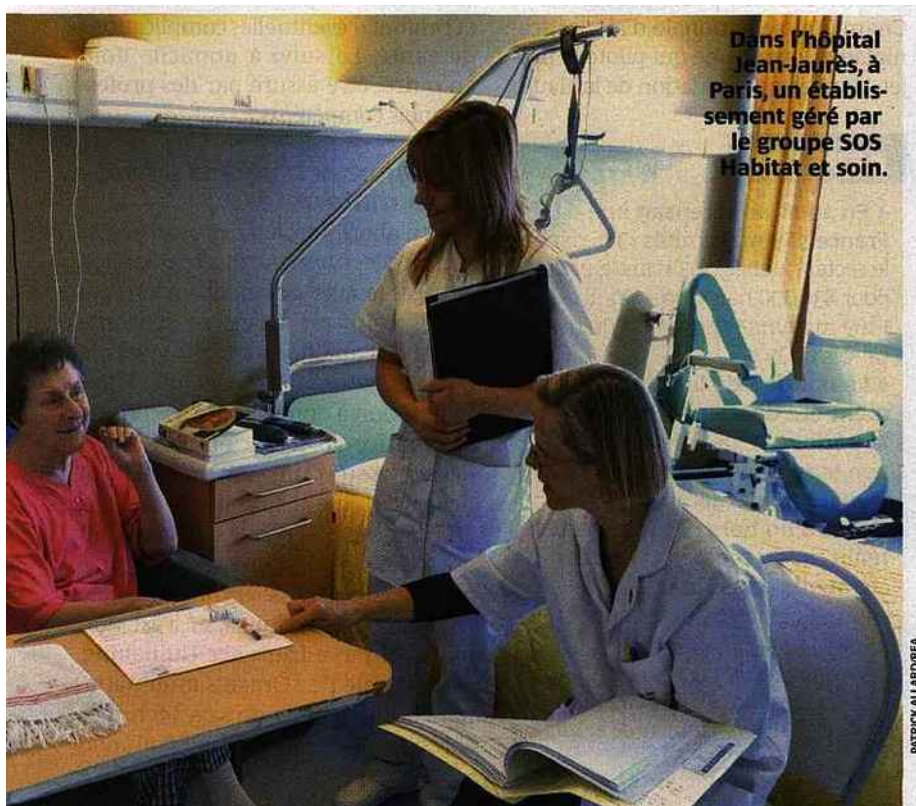
SON BUREAU est en cohérence avec ses convictions : une table de réunion mange tout l'espace, tandis que son ordinateur est relégué dans un angle, sur un meuble de récupération. À 54 ans, Jean-Marc Borello n'est pas un patron comme un autre. Le délégué général du groupe SOS peut pourtant s'enorgueillir d'un bilan positif, avec 2 % de bénéfices en 2010, « 3 millions d'euros à réinvestir ». Ce qui lui permet d'affirmer, mi-provocateur, mi-narquois : « Une certaine économie est en crise. Mais l'économie solidaire, elle, va bien ! » En effet, le groupe SOS, à but non lucratif, est passé de 2 700 salariés il y a deux ans à 7 000 fin 2011. Cet assemblage hétéroclite d'associations, d'entreprises d'insertion ou à caractère social est de plus

en plus pris au sérieux : « On vient nous chercher pour reprendre des hôpitaux ou des maisons de retraite, que nous gérons de façon plus performante que le public, sans vouloir faire des bénéfices énormes au profit d'actionnaires, comme dans le privé », explique cet ancien fonctionnaire de la Protection judiciaire de la jeunesse, qui ajoute : « Et les banques nous prêtent ! » À partir de 1987, Jean-Marc Borello a acquis une expérience de patron de PME dans les restaurants de la chanteuse Régine, tout en créant une association pour les toxicomanes. En 1997, devant l'ampleur qu'elle prend, il finit par en devenir le patron salarié, avant que ne s'agrègent, progressivement, les structures qui forment aujourd'hui le groupe SOS : traiteur bio, crèches, boutiques équitables, centres d'accueil pour SDF... Les salaires ne dépassent pas un rapport de 1 à 10 et la prise de décision est collégiale : « Les personnes se sentent engagées par le projet et donc travaillent bien », précise-t-il avec satisfaction.

Développer un modèle qui a du sens

« Expertise », « qualité », « intérêt général », « gouvernance démocratique »... sont des expressions qui reviennent dans la bouche de ce pragmatique, qui estime qu'il est grand temps, pour l'économie solidaire, de « changer d'échelle ». Est-il prêt, alors, à reprendre une grande société ? « Oui à partir du moment où elle dégage 1 % de bénéfices ! L'idée que l'on ferme des entreprises parce qu'elles ne sont pas suffisamment rentables pour les actionnaires, alors qu'elles ne perdent pas d'argent, me met en colère », s'énerve-t-il. Mais le but de SOS n'est pas de devenir une multinationale. Pour lui, face aux défis économiques qui s'annoncent, il n'y a pas à hésiter : « Nous devons aider, en 2012, d'autres structures à imiter notre modèle, qui a du sens. » ●

SO. L



Dans l'hôpital Jean-Jaures, à Paris, un établissement géré par le groupe SOS Habitat et soin.

PATRICK ALLARD/REDA